

Bloc-notes de Philippe Meirieu

<http://www.meirieu.com>

Le 28 janvier 2006 : Violences scolaires...La presse écrite et audiovisuelle se fait l'écho, chaque jour, de nouvelles « violences scolaires » en des termes souvent très inquiétants. Les statistiques pleuvent sans que l'on puisse savoir exactement ce qu'elles recouvrent : chaque jour, neuf enseignants seraient agressés avec un objet pouvant être considéré comme une arme (une règle, un couteau...). Nous assisterions à une « escalade » terriblement inquiétante qui justifierait des « mesures d'exception ». Parmi celles-ci, le ministre de l'intérieur place l'élaboration et l'application du règlement intérieur (comme s'il n'existait pas déjà dans tous les établissements et comme si son application pouvait s'effectuer par décret !), tandis que le premier ministre évoque « *un véritable partenariat avec la police qui permette de répondre aux demandes des établissements scolaires et de la communauté éducative* ». Le ministre de l'éducation nationale s'engage, lui, dans la mise en œuvre du nième « plan de prévention contre les violences scolaires »...

Cette situation est complexe et place le pédagogue devant plusieurs exigences parfois difficiles à concilier :

- **Il faut, d'abord, afficher une solidarité sans faille avec les collègues agressés** : ils sont, en effet, doublement victimes. Victimes de la violence inacceptable d'un ou plusieurs élèves d'abord, et, en même temps, victimes d'un système dont les dysfonctionnements sont tels qu'il perd tous les jours davantage sa légitimité de « service public d'éducation » et, *a fortiori*, d'« institution éducative » chargée de faire exister les valeurs de notre démocratie : la prééminence de la recherche de la précision et de la vérité sur les rapports de force, la mixité sociale et idéologique pour s'ouvrir à l'altérité et apprendre à vivre ensemble, la recherche de l'intérêt collectif contre l'individualisme triomphant... Quand on laisse se constituer des « collèges ghettos », qu'on déverse contre leur gré les élèves les plus en difficulté de ces collèges dans certains lycées professionnels, qu'on affecte systématiquement dans ces établissements des enseignants débutants non volontaires - sans les

décharger de quelques heures ni les accompagner suffisamment -, quand on diminue de moitié (comme c'est le cas dans de très nombreuses académies) les crédits destinés aux arts et à culture dans les ZEP, quand on fait systématiquement de l'exclusion la seule réponse à l'échec, il ne faut pas s'étonner que des violences apparaissent dans l'Ecole. Et c'est bien de cette politique-là dont sont aussi victimes nos collègues...

- **Nous devons, ensuite, nous efforcer de relativiser les choses.** Non en termes individuels (la souffrance d'un être ne peut, ne doit pas être relativisée), mais au regard de l'ensemble de l'institution scolaire. Si, incontestablement, la tension ne cesse de croître, depuis plusieurs années, dans les établissements, il n'en reste pas moins vrai que des chefs d'établissement, des cadres éducatifs, des enseignants, des associations font, au quotidien et de manière invisible, un superbe travail. Et ce ne sont pas seulement les quelques expériences de « discrimination positive » en direction des grandes écoles qu'il faut citer ici, mais la myriade d'initiatives de toutes sortes portées à bout de bras par ceux et celles qui refusent la fatalité : ceux et celles qui, envers et contre tout, continuent à faire exister les « itinéraires de découverte » au collège pour réconcilier avec les savoirs des élèves qui ne voient dans ces derniers qu'une obligation formelle sans perspective et à laquelle il convient d'échapper pour affirmer sa « virilité »... Ceux et celles qui mettent en place, dans les interstices de la « machine-école », des temps de soutien, de suivi ou d'accompagnement au cours desquels ils peuvent entendre « ce qui résiste » à la transmission scolaire... Ceux et celles qui, en équipe, tentent de monter des projets qui donnent un peu de sens aux connaissances imposées par les programmes... Ceux et celles qui travaillent à instituer des instances de parole où chacun peut s'exprimer sans recourir à la violence et découvrir l'impérieuse nécessité de respecter la loi et de construire des règles... Mais, malheureusement, ceux-là ne font pas la une des journaux. Ils passent à la trappe dans les médias et – fait plus grave encore – se sentent aujourd'hui désavoués par leur administration... et même par l'opinion publique.
- **Nous avons, enfin, à tenter de comprendre ce qui se passe et à ébaucher des solutions.** En précisant, obstinément, que « comprendre » n'est pas excuser, ni renoncer à sanctionner... C'est, au contraire, la condition pour trouver des sanctions efficaces (c'est-à-dire des sanctions qui réintègrent des personnes qui, par leurs actes, se

sont exclues du collectif) et ouvrir des perspectives à moyen et à long terme susceptibles, tout à la fois, de tracer des voies à l'action politique et de restaurer l'espérance des hommes et des femmes du « terrain »... [Sur la question des sanctions et, plus généralement, sur la problématique « *Comprendre et/ou juger : comment sortir de l'impasse ?* », voir l'outil de formation correspondant.]

- Or, comprendre ce qui se passe dans l'école aujourd'hui nécessite d'agrandir un peu la focale et de considérer la question éducative dans son ensemble. Nous assistons, en effet, dans ce domaine à un « effet ciseau » : les problèmes éducatifs sont de plus en plus importants et les réponses éducatives de moins en moins présentes. D'un côté, le chômage et la précarité professionnelle, la ghettoïsation et la dégradation de nos quartiers, la diminution de la mobilité sociale par l'école, la faillite objective de la méritocratie et la montée de la crétinisation médiatique... D'un autre côté, l'effritement du modèle familial et l'effondrement des grandes institutions traditionnelles de socialisation (en particulier, les « mouvements de jeunes » qui, dans l'orbite du Parti communiste ou de l'Eglise catholique faisaient un travail en profondeur de transmission et de socialisation). Au milieu, donc, des jeunes assaillis par la publicité et son matraquage permanent (« *Tes désirs sont des ordres. Ne leur résiste pas !* »), qui n'ont pas toujours eu la chance de trouver auprès d'eux des adultes capables de leur apprendre à résister au passage à l'acte et de les aider à comprendre que l'interdit autorise et que la loi protège.
- Dans ce contexte général, certains établissements scolaires (en particulier, mais pas seulement, des collèges) s'enfoncent dans la crise permanente. En l'absence d'équipes stables et d'encadrement éducatif suffisant, ils parent au plus pressé et tentent de maintenir les apparences d'une scolarisation républicaine : des professeurs, un emploi du temps, des cours, des contrôles, des bulletins de notes, des conseils de discipline. Officiellement, tout va à peu près. Mais l'objectif, en réalité, ce ne sont plus les apprentissages, encore moins l'implication des élèves dans des activités scolaires...c'est simplement la diminution des incidents et des accidents. Or, j'ai la conviction que cette focalisation sur « l'ordre » est précisément la chose la plus contre-productive qui soit en matière d'éducation et de

formation. Elle peut, un moment, faire illusion, mais discrédite à terme l'école et les professeurs, tente vainement (car l'explosion n'est que reculée ou déplacée) de contenir la violence scolaire, quand il faudrait la métaboliser.[Voir, sur ce point, le récent ouvrage de Jacques Pain, *L'École et ses Violences* dans le chapitre « Ouvrages recommandés »]

- En s'approchant encore plus près de l'acte pédagogique, on doit convenir que, si les enseignants n'ont évidemment pas le pouvoir, dans leur classe, de renverser une logique à l'œuvre dans toute la société, il existe néanmoins un réel problème de formation sur les questions pédagogiques. Et précisément, c'est ce déficit qui les empêche d'explorer la marge de manœuvre qu'ils ont et entraîne certains vers le fatalisme ou la résignation à l'exclusion. Ne voit-on pas, en effet, se développer des comportements dont les « pédagogues historiques » connaissent, depuis longtemps, le caractère dangereux ? N'a-t-on pas oublié de transmettre des principes fondamentaux : « ne pas organiser la discipline mais le travail », comme disait déjà Makarenko ; ne jamais oublier l'importance des rituels, de l'organisation de l'espace et du temps, comme l'affirmait Maria Montessori ou Paulo Freire ; ne jamais entrer dans la relation duelle, mettre en place obstinément des dispositifs médiateurs comme nous l'on appris Freinet et la pédagogie institutionnelle ; ne jamais baisser les bras avec des élèves difficiles sur l'exigence culturelle, comme le préconisait aussi bien Tolstoï que Korczak... Nous payons aujourd'hui au prix fort l'abandon de notre patrimoine pédagogique. Et qu'on ne prétende pas que la pédagogie est partout dominante et que la situation actuelle est la conséquence de son hégémonie : qui, aujourd'hui, a lu la *Lettre de Stans* de Pestalozzi, travaillé Albert Thierry et lu attentivement Fernand Oury ? [En 1995, alors que François Bayrou mettait déjà en œuvre un nième plan violence, j'évoquais déjà, dans un article du *Monde*, « un déni de pédagogie ».]

Une fois cette analyse faite, il faut bien poser quelques jalons, même si les chances d'être entendu aujourd'hui sont bien minces. Alors, avec modestie, avançons quelques pistes :

- **Une formation initiale et continue des enseignants renforcée sur les questions pédagogiques, en collaboration étroite avec ceux et celles qui sont encore un peu dépositaires du patrimoine de la pédagogie,**

les mouvements d'Education populaire. Je dis bien une formation initiale *et continue* : l'époque est à la dénonciation des IUFM, mais pourquoi ne dit-on pas que, dans l'Education nationale, la formation continue est sinistrée ? Qu'attend-on pour faire une relance massive des universités d'été ? Que ne met-on pas en place un accompagnement formatif, avec une décharge horaire significative, pour les enseignants des établissements difficiles ?

- **Une reconstruction complète de la fonction d'encadrement dans l'Education nationale** : il faut, enfin, sortir de l'impasse sur la direction des écoles primaires et repenser complètement le recrutement des chefs d'établissement et des corps d'inspection. Cette « sortie par le haut » - à laquelle nous assistons aujourd'hui - est mortifère : l'éloignement des cadres par rapport au quotidien de la classe engendre une bureaucratisation de la gestion absolument insupportable. Je l'ai dit et je le redis [cf. *Lettre à un jeune professeur*] : aucun cadre ne devrait être « libéré » à temps complet du travail direct auprès des élèves... Symétriquement, les « cadres intermédiaires », comme les professeurs principaux qui peuvent jouer un rôle essentiel, doivent être déchargés de quelques heures.
- Une redynamisation des projets d'établissement dans une logique pédagogique, avec de vraies exigences éducatives et plus de souplesse dans l'utilisation des moyens. Il faut déverrouiller l'innovation, ne plus imposer d'entrer *a priori* dans des cadres formels, mais inciter, au contraire, les acteurs à inventer de nouveaux cadres. Il faut rendre possible, pour ceux qui le veulent, l'annualisation des services qui permet d'organiser le temps autrement que selon le sempiternel emploi du temps hebdomadaire. Il faut inciter les enseignants à s'engager pour animer des équipes et ne pas les décourager quand ils tentent de le faire.
- Une réflexion approfondie sur la carte scolaire et la mixité sociale dans les établissements : tout le monde en convient, c'est là l'urgence. Et, au lieu de cela, on est en train de ghettoïser encore plus les lycées de banlieues en les vidant de leurs « bons élèves » ! On ne pourra plus très longtemps éluder cette question : les explosions auxquelles nous assistons devraient inviter à une politique volontariste associant l'Éducation nationale, les parents d'élèves et les collectivités territoriales... en osant poser le problème de la place de l'enseignement privé dans le service public d'éducation, de ses droits,

mais aussi de ses devoirs [Cf. *Nous mettrons nos enfants à l'école publique*]

- Un travail de fond sur l'aide à la parentalité : la France accuse, dans ce domaine, un retard considérable. Les parents qui ont des problèmes d'éducation avec leurs enfants ne sont orientés que vers l'aide sociale (« Ce sont des gens du quart-monde ! ») ou vers les psychiatres (« Ils relèvent d'une thérapie ! »). Rien n'est mis en place pour les aider... Et l'on sait qu'aujourd'hui – tout au contraire – ils sont sanctionnés, puisque leurs allocations familiales risquent d'être suspendues. Dans le cadre d'une politique globale qui, dans tous les domaines, consiste à transformer systématiquement les victimes en coupables.

Décidément, la question de la violence scolaire nous interpelle. Pussions-nous nous mettre à l'écoute de ce qui se passe aujourd'hui. Sans angélisme certes, mais sans renoncer, non plus, aux idéaux fondateurs de la République et à la conviction de l'éducabilité des personnes en tout premier lieu.

Post-scriptum du 4 février, après les récentes déclarations de Nicolas Sarkozy sur la question

Ainsi donc, Nicolas Sarkozy s'invite dans le débat sur les violences à l'école : il le fait, dit-il, comme ministre de l'Intérieur, chargé de la sécurité des tous les Français, comme président du Conseil général des Hauts-de-Seine, chargé des collèges et, sans doute aussi, comme candidat à la présidence de la République soucieux d'engranger des voix à droite, voire à l'extrême droite. À côté de remarques anodines et de recommandations que l'on ne peut qu'approuver (« Le règlement intérieur devrait être porté à la connaissance des parents et des élèves par courrier... »), les positions de Nicolas Sarkozy se structurent autour de trois principes : 1) La certitude de la répression est la meilleure prévention. 2) La sécurité sera assurée par la présence policière dans les établissements, l'installation de portiques de détection de métaux et de caméras vidéo. 3) Il faut repérer le plus tôt possible les enfants au comportement déviant, les suivre avec une attention toute particulière et leur proposer des classes et des établissements spécifiques si nécessaire.

Que penser, du point de vue éducatif, de cette conception des choses ?

Sur le court terme, la certitude de la sanction représente, effectivement, un outil politique efficace : elle peut cacher les symptômes de dysfonctionnement de notre société, permettre de faire taire les rancœurs et les ressentiments devant l'injustice, voire faire peur à des délinquants en herbe. Mais c'est surtout un outil pour faire baisser quelques statistiques, externaliser certains actes de violence ou les transformer en conduites à risque, addictives ou de dépression. Les éducateurs le savent bien : la certitude de la sanction déplace, le plus souvent, l'acte, encourage la dissimulation, développe les stratégies de violence indirecte. Un enfant ou un adolescent pourra ainsi peut-être éviter de passer à l'acte sur un professeur s'il est sûr d'être gravement sanctionné, mais rien ne garantit qu'il ne retournera pas sa violence contre ses camarades ou ne l'exprimera pas dans le cercle familial (rappelons, à cet égard, que la famille reste le lieu de toutes les violences, les plus graves, les plus dégradantes et les moins punies). L'objectif de l'éducateur est, au contraire, de faire entendre à l'enfant ce que représente la violence pour lui et pour les autres, de l'amener à surseoir systématiquement (et pas seulement quand il est dans l'angle de vue d'une caméra) à ses impulsions, à réfléchir sur les enjeux de ses propos et de ses comportements, à accéder à cette adhésion fondatrice au pacte social : ***la loi commune nous protège, les interdits autorisent et la symbolisation libère l'homme de ses pulsions archaïques***. Or, cette adhésion ne s'obtient pas par la contrainte ou la menace, elle se construit dans et par l'expérience d'un « vivre

ensemble » organisé. Et, l'organisation de ce « vivre ensemble », relève de la responsabilité de tous les éducateurs, avec, bien évidemment, des médiations différentes selon les spécificités des uns et des autres (le professeur doit, ainsi, travailler sur cette question à partir et sur les objectifs d'enseignement qui sont les siens).

Dans ces conditions, le recours à la police ou aux portiques de sécurité risque d'être complètement contre-productif. Les Etats-Unis, où ces méthodes sont systématiquement utilisées, reste le pays où la délinquance – y compris scolaire – croît le plus vite... Aussi, si nous avons un peu d'argent à dépenser, il faut le consacrer à l'aide à toutes les activités pédagogiques où, précisément, les élèves peuvent faire l'expérience des bienfaits de la paix sociale, de l'intérêt du travail exigeant et de la fierté de trouver, grâce à lui, une place dans le collectif.

Rappelons, enfin, que le dépistage précoce des « troubles du comportement » est porteur de graves dangers : d'une part, parce que cette expression ne recouvre aucune pathologie précise et permettra, surtout, d'épingler ceux et celles qui n'ont pas eu la chance de pouvoir intégrer les codes sociaux dans leur environnement familial. D'autre part, parce que les risques d'enfermement sont très importants : on sait à quel point la catégorisation produit le comportement que l'on cherche à éradiquer, les personnes concernées reproduisant ce qu'elles sont censées « être ». Et, enfin, parce que, précisément, le travail de l'éducateur est de permettre à l'enfant d'échapper à son « destin ». Travail lent et difficile, travail quotidien et qui demande à être accompagné par des hommes et des femmes politiques qui les respectent plutôt que de se livrer à une surenchère de déclarations populistes.